



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**ARRÊTÉ N° 2022 DRIAT UD77 099 du 10 août 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société SIBELCO France
pour la carrière de sables industriels et de grès à ciel ouvert située sur le territoire de la commune de
LARCHANT**

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22/BC/063 du 20 juillet 2022 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 autorisant la Compagnie Française des Silices et des Sables de Nemours (SIFRACO) à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de sables industriels et de grès sur le territoire de la commune de Larchant et à exploiter une installation de concassage criblage de grès et une installation de criblage de sables sur 150ha environ et une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°02 DAI 2M 060 du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 ;

VU la lettre du préfet de Seine-et-Marne datée du 13 mars 2009 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société SIFRACO devenant SIBELCO France, intervenu le 1^{er} janvier 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012DCSE/M/001 du 18 janvier 2012 instituant des servitudes sur la parcelle G145 au lieu-dit « les Groves » à Larchant au profit de la société SIBELCO France (ex SIFRACO) pour l'exploitation du permis exclusif de carrière de sables industriels et de grès dit « Permis de LARCHANT » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/DCSE/M/027 du 14 octobre 2013 instituant des servitudes sur la parcelle Z194 au lieu-dit « la Besace » à Larchant au profit de la société SIBELCO France (ex SIFRACO) pour l'exploitation du permis exclusif de carrière de sables industriels et de grès de Larchant ;

VU la demande de modification des conditions d'exploitation datée du 19 février 2021 reçue le 5 mars 2021 actualisant le phasage pour les dix prochaines années, et modifiant localement la remise en état de la carrière, accompagnée d'une demande de modification des montants de référence des garanties financières ;

VU le rapport et les propositions en date du 08 août de l'inspection des installations classées portées à la connaissance du demandeur ;

VU les observations formulées par le demandeur par courrier/courriel du 10 août 2022 sur ce projet dans le délai de 15 jours fixé par le courrier du 8 août 2022;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la modification de phasage demandée consiste en une simple actualisation sans prolongation de durée ;

CONSIDÉRANT que la modification de remise en état demandée est très localisée et ne remet pas en cause la globalité de la remise en état prescrite par l'arrêté n°01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 ;

CONSIDÉRANT que la valeur de la surface en chantier (S2), estimées à la fin de l'année 2020, de la carrière de la société exploitée par la société SIBELCO france sur la commune de Larchant dépasse les valeurs maximales fixées dans l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 susvisé pour la période de 2020 à 2031;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre à jour le montant de référence des garanties financières en prenant en compte les nouvelles valeurs maximales de S1, S2 et S3;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables à la carrière demandées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) ;

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

La société SIBELCO france, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Immeuble le Colisée, Batiment C, 8 avenue de l'Arche, ZAC DANTON, 92419 COURBEVOIE Cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de grès et sables industriels, située sur le territoire de la commune de LARCHANT, dans les conditions de :

- l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2M 064 du 4 décembre 2001 susvisé ;
- l'arrêté préfectoral n°02 DAI 2M 060 du 19 décembre 2002 susvisé ;
- modifiés et/ou complétés par les prescriptions du présent arrêté.

Ces prescriptions concernent les garanties financières, le phasage d'exploitation et la remise en état.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché de façon visible dans l'établissement

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-préfet de Fontainebleau,
- le Maire de Larchant,
- la Directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France à Paris,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société SIBELCO France, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun,

le 10 août 2022,

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice empêchée,

La Cheffe de l'unité départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie :

- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- M. le Sous-Préfet de Fontainebleau,
- M. le Maire de Larchant,
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne (SDIS),
- Mme. la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

ARTICLE 1. : Garanties financières

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet un document attestant la constitution de garanties financières dont le montant de référence est précisé ci-après et conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel susvisé.

Le chapitre V intitulé « Garanties financières de l'arrêté préfectoral n° 01/DAI/2M/064 du 4 décembre 2001 susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes pour les périodes 5 et 6 par :

Article 5-1 : Montants de référence des garanties financières

Les montants de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Période	Échéance	S ₁ max (ha)	S ₂ max (ha)	S ₃ max (ha)	Montant de référence (Cr) (€ ttc)
5	4 décembre 2026	3,552	55,155	6,074	2 025 382,00
6	4 décembre 2031	3,552	55,155	6,074	2 025 382,00

La formule de calcul utilisée est la formule n°2 « les carrières en fosse ou à flanc de relief » de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières , avec :

$$CR = \alpha \times (S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$$

Avec

- CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;
- S1 : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée (pistes) et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier soumises à défrichement ;
- C1 : 15 555 €/ha ;
- S2 : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) ;
- C2 : 36 290 €/ha pour les 5 premiers hectares, puis 29 625 €/ha pour les 5 suivants, et 22 220 €/ha au-delà ;
- S3 : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par le produit du linéaire de front par la hauteur des fronts ;
- C3 : 17 775 €/ha

Et :

$$\alpha = \text{Index} / \text{index0} \times ((1 + \text{TVAR}) / (1 + \text{TVA0}))$$

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral du 9 février 2004 : indice TP01 de mai 2022 = 127,3 x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 831,8
- Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5
- TVAR : Taux de TVA applicable soit 0,2
- TVA0 : Taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

Article 5-2 : Constitution des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5-3 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5-4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$Cn = \frac{Cr \times (Indexn) \times (1 + TVAn)}{Indexr \times (1 + TVAr)}$$

avec

Cr : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus ;

Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Indexr : indice TP01 utilisé pour l'établissement des montants de référence des garanties financières mentionnés dans le tableau ci-dessus : **TP 01 de mai 2022 = 127,3x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 831,8**

TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

TVAr : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,20.

Article 5-5 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD77 099 du 10/08/2022 imposant des prescriptions complémentaires
à la société SIBELCO France pour la carrière située
sur la commune de Larchant**

Article V-6 : Absence de garanties financières

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées. .

Article V-7 : Appel aux garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté;
- pour la remise en état du site.

Article V-8 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières.

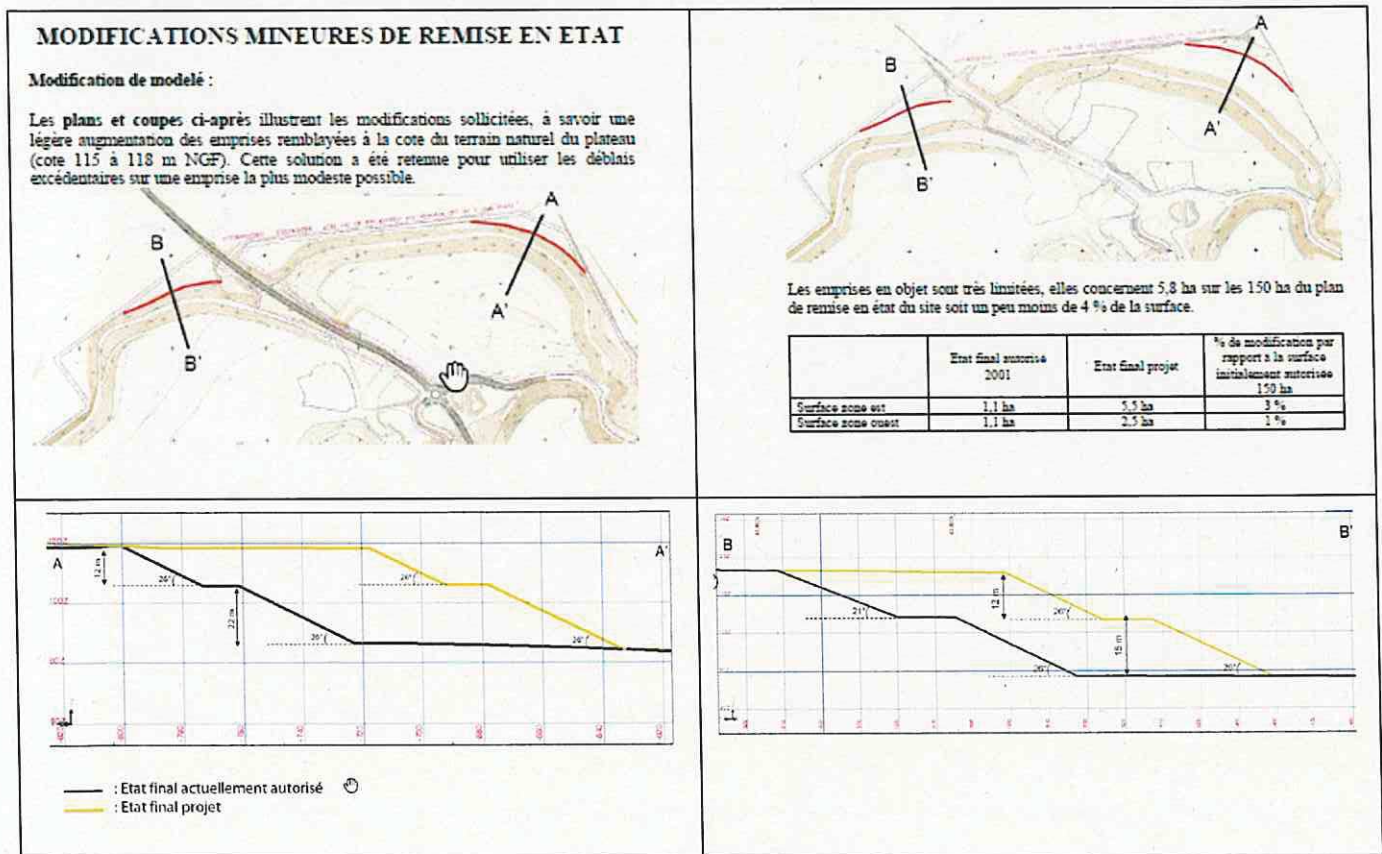
L'exploitant fournit au 31 mars de l'année N+1 un plan topographique lisible de la carrière, avec les valeurs maximales de S1, S2, et S3 de l'année N ».

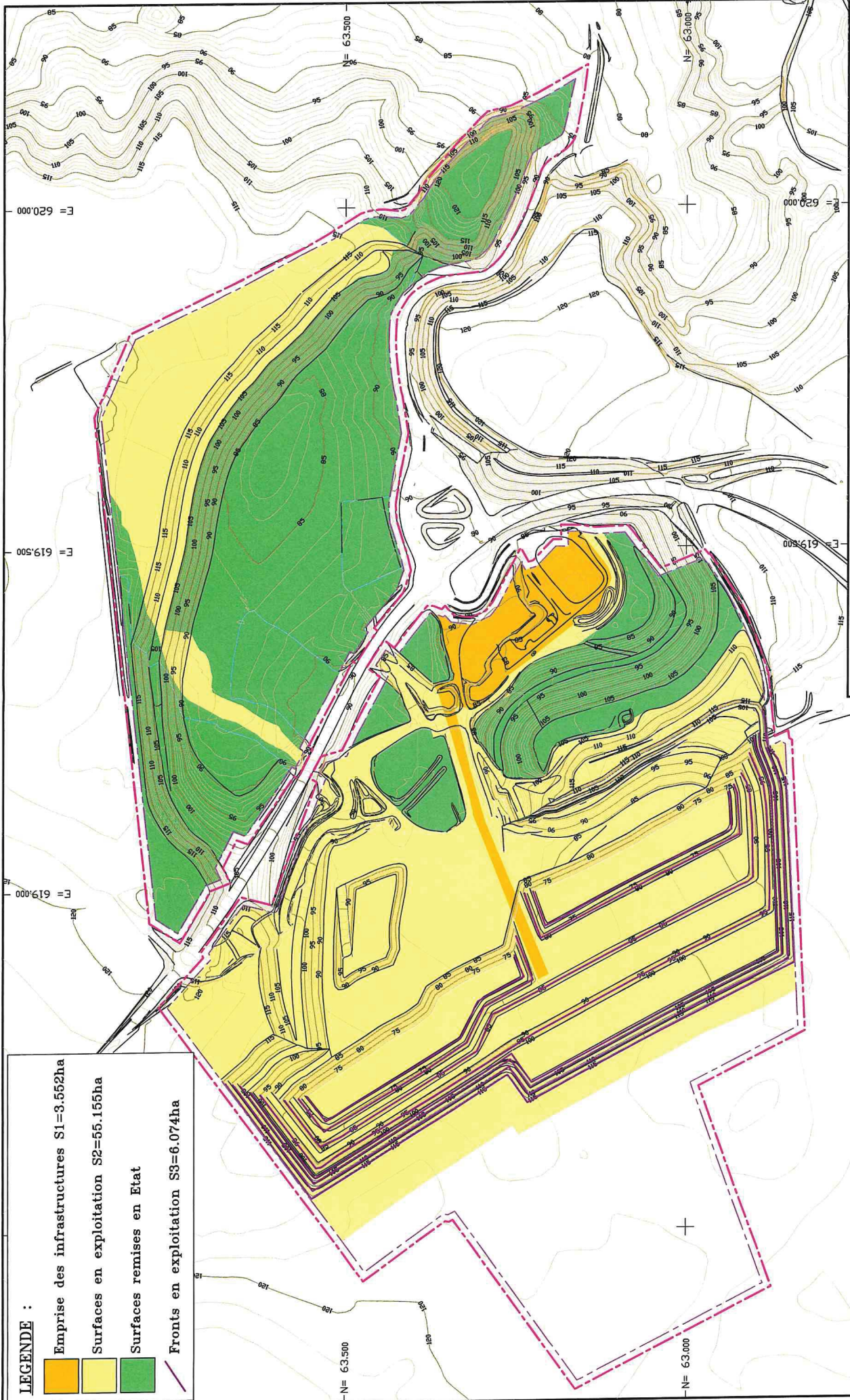
ARTICLE 2. : Actualisation du phasage d'exploitation et de la remise en état.

À compter de la notification du présent arrêté, la carrière est exploitée selon les plans joints en annexe.

ARTICLE 3. Remise en état :


La remise en état finale de la carrière est localement modifiée comme suit :





LEGENDE :

- Emprise des infrastructures S1=3.552ha
- Surfaces en exploitation S2=55.155ha
- Surfaces remises en Etat
- Fronts en exploitation S3=6.074ha



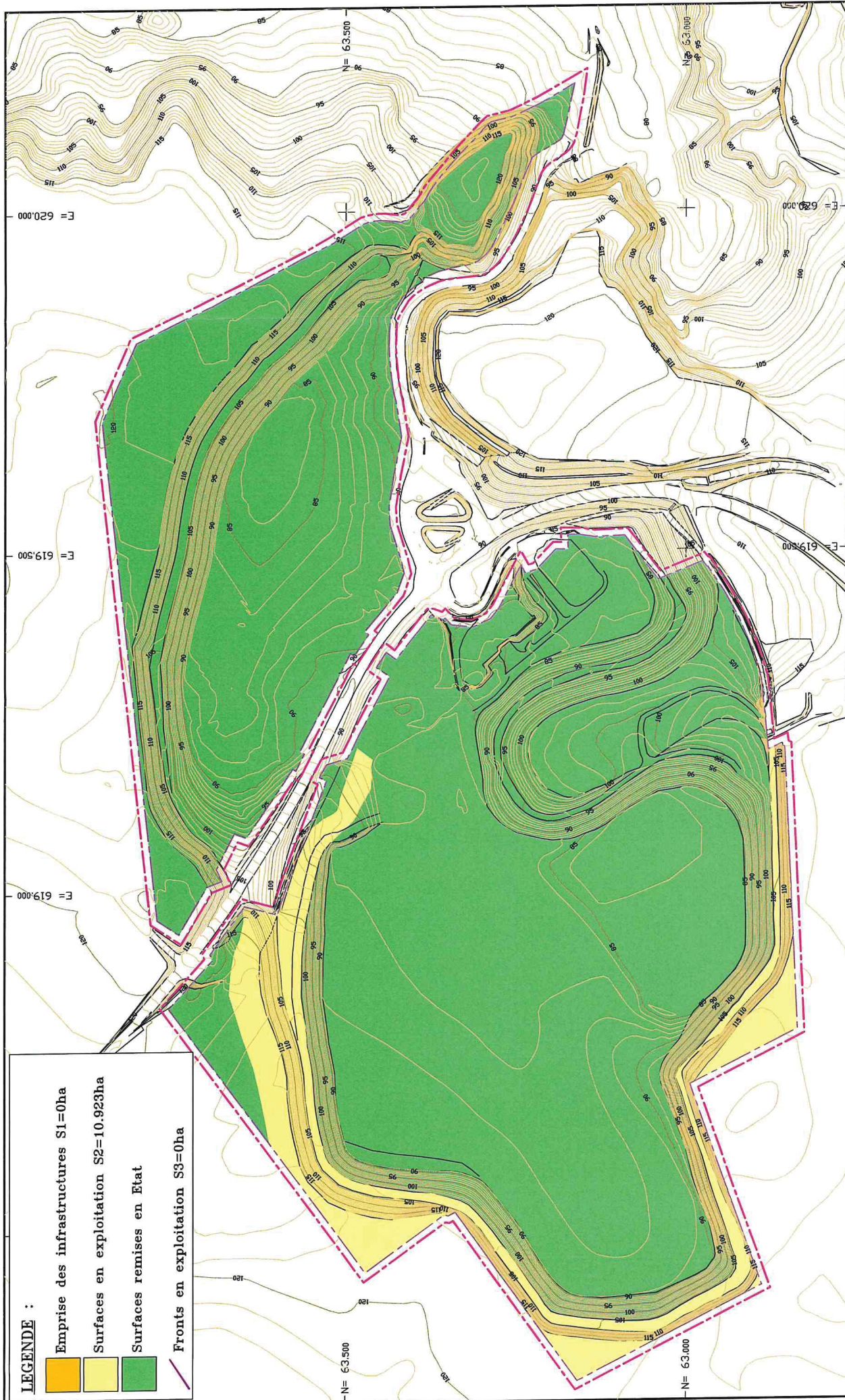
SIBELCO

Département de Seine et Marne
COMMUNE DE LARCHANT
Carrière de BONNEVAULT

Plan de phasage quinquennal
Etat n+5 au 31/12/2025


Date : 05/01/2021
Echelle : 1/5000 - A3





LEGENDE :

- Emprise des infrastructures S1=0ha
- Surfaces en exploitation S2=10.923ha
- Surfaces remises en Etat
- Fronts en exploitation S3=0ha



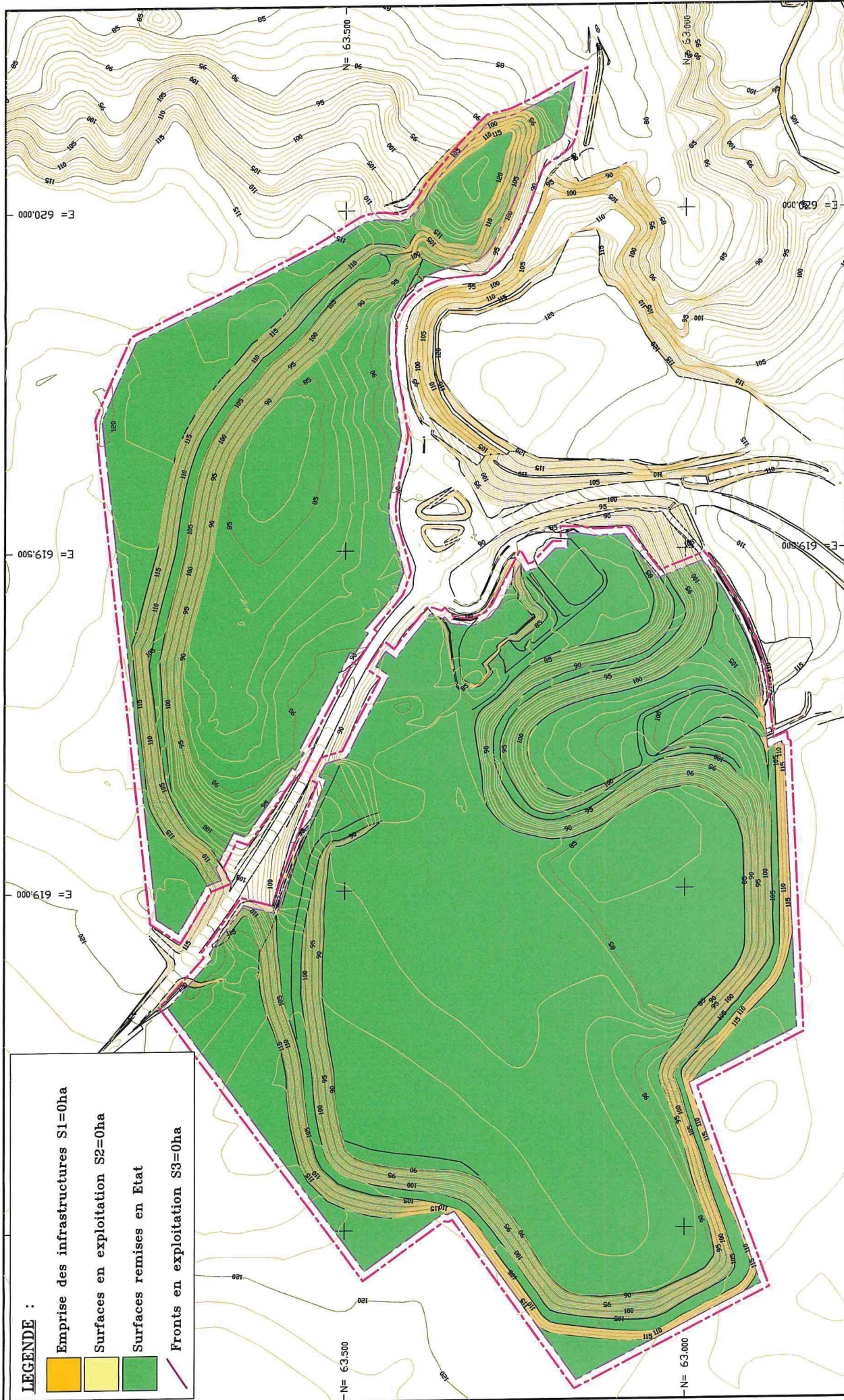
SIBELCO

Département de Seine et Marne
COMMUNE DE LARCHANT
Carrière de BONNEVAULT

Plan de phasage quinquennal
 Etat n+10 au 31/12/2030

Date : 05/01/2021
 Echelle : 1/5000 - A3





LEGENDE :

- Emprise des infrastructures S1=0ha
- Surfaces en exploitation S2=0ha
- Surfaces remises en Etat
- Fronts en exploitation S3=0ha



Département de Seine et Marne

COMMUNE DE LARCHANT
Carrière de BONNEVAULT

Plan de phasage quinquennal
Etat final 04/12/2031

Date : 05/01/2021

Echelle : 1/5000 - A3

